



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
30 Rue Albert Einstein  
CS 90448  
13592 Aix-en-provence Cedex 3

Aix-en-provence, le 04/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ASNR (ex-IRSN)**

BP 3

13108 Saint-Paul-Lès-Durance

Références : D-2026-0301

Code AIOT : 0006402193

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/04/2026 dans l'établissement ASNR (ex-IRSN) implanté BP 3 13108 Saint-Paul-lès-Durance. L'inspection a été annoncée le 27/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'année 2026.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ASNR (ex-IRSN)
- BP 3 13108 Saint-Paul-lès-Durance
- Code AIOT : 0006402193

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'ASNR intervient notamment dans 3 domaines :

- la radioprotection des personnes ;
- la radioprotection de l'environnement ;
- la sûreté nucléaire.

Dans le cadre de ses activités de recherche, l'ASNR exploite des installations soumises à la rubrique 2797 (gestion des déchets radioactifs) sous le régime de l'autorisation. Les installations sont réglementées par les arrêtés préfectoraux du 12 août 2005 et du 7 novembre 2008.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 40	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/08/2005, article 1.1.1	Sans objet
2	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 12/08/2005, article Annexe 1	Sans objet
3	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 07/11/2008, article 1	Sans objet
4	Situation administrative	Lettre du 13/10/2015	Sans objet
5	Mise à jour des études de dangers	Arrêté Préfectoral du 12/08/2005, article 1.5.2	Sans objet
6	Gestion des effluents et déchets radioactifs	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 11	Sans objet
7	Plan de gestion	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 12	Sans objet
8	Zones où les substances ou déchets radioactifs sont mis en œuvre	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 16	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Contrôle des niveaux de radioactivité	Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 20	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a su démontrer, pour chaque point de contrôle, le respect de la réglementation qui lui est applicable. L'exploitant doit cependant, **sous un délai d'un mois** :

- indiquer à l'Inspection des installations classées la nature des activités exercées (industrielle, commerciale, recherche, etc.). A partir de ces éléments l'exploitant devra se positionner vis-à-vis des rubriques 1716 et 2797 ;
- transmettre les mesures prises et/ou prévues pour répondre aux observations mentionnées dans les différents rapports de vérification des installations électriques.

L'Inspection des installations classées considère qu'il convient de mettre à jour les prescriptions applicables aux installations exploitées par l'ASNR suite à la demande de changement d'exploitant, aux évolutions de la nomenclature sur les installations classées et aux demandes de bénéfice des droits acquis. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé ultérieurement à l'issue de la réception des éléments d'information relatif à la nature des activités exercées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2005, article 1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Titulaire de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) - 77-83, Avenue du Général de Gaulle - Boîte Postale n°17 - 92262 FONTENAY AUX ROSES CEDEX est autorisé sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation, sur le territoire de la commune de SAINT PAUL LEZ DURANCE CEDEX, des installations répertoriées dans le tableau constituant l'annexe I du présent arrêté, antérieurement exploitées par le Commissariat à l'Energie Atomique (CEA).
<b>Constats :</b>  L'ASNR a transmis, par courrier du 24 janvier 2025, une demande de changement d'exploitant. Les installations classées anciennement exploitées par l'IRSN, sont exploitées par l'ASNR depuis le 1er janvier 2025. L'Inspection des installations classées propose au préfet des Bouches-du-Rhône d'encadrer par arrêté préfectoral complémentaire le changement d'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2005, article Annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>ICPE 166 : rubriques 1710, 1711, 1720, 2920 (régime déclaration)  ICPE 186 : rubriques 1710, 1711, 1720, 2920 (régime autorisation)  ICPE CEZANE-AMANDE : rubriques 1710, 1711, 1720, 2920 (régime autorisation)  ICPE EPICUR : rubriques 1710, 1711, 1720 (régime autorisation)  ICPE GALAXIE : rubriques 1450, 2920 (régime autorisation)  ICPE LEAR : rubriques 1710, 1711, 1720, 2920 (régime déclaration)  ICPE SIGMA : rubrique 1720 (régime autorisation)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La situation administrative des ICPE initialement autorisées par l'arrêté préfectoral du 12 août 2005 est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ICPE 166 : en cours de dénucléarisation - les activités sont en cours de transfert au sein de l'ICPE 186 ;</li> <li>• ICPE 186 : rubriques 2797 à autorisation et 1716 au régime non classé ;</li> <li>• ICPE CEZANE-AMANDE : uniquement réglementée par le code de la santé publique (CSP) ;</li> <li>• ICPE EPICUR : uniquement réglementée par le code de la santé publique (CSP) ;</li> <li>• ICPE GALAXIE : récépissé de cessation d'activité en date du 29 mars 2012 ;</li> <li>• ICPE LEAR : uniquement réglementée par le code de la santé publique (CSP) ;</li> <li>• ICPE SIGMA : uniquement réglementée par le code de la santé publique (CSP).</li> </ul> <p>L'exploitant a procédé à un recensement des rubriques ICPE auxquelles les installations exploitées pourraient être soumises. Il ressort de cette analyse que les activités exercées sont soumises aux rubriques :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1716 (régime non classé) : 0,11631 tonne (seuil de classement : 10 tonnes) ;</li> <li>• 2797 (régime de l'autorisation) : 21,754 tonnes (seuil de classement : 10 tonnes).</li> </ul> <p>Ces rubriques sont applicables à des activités industrielles ou commerciales. L'exploitant doit confirmer que les activités exercées sont de ce type.</p> <p>Conformément à la circulaire du 18 décembre 2014, les substances radioactives sous forme non scellées (rubrique 1716) sont gérées par l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré au titre de la législation des ICPE (rubrique 2797). A cet égard, il convient de mettre à jour la liste des substances radioactives sous forme non scellées autorisées à être présentes sur site. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé ultérieurement à l'issue de la réception des éléments d'information relatif à la nature des activités exercées.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Suite au changement d'exploitant, l'exploitant doit indiquer à l'Inspection des installations classées la nature des activités exercées (industrielle, commerciale, recherche, etc.). A partir de ces éléments l'exploitant devra se positionner vis-à-vis des rubriques 1716 et 2797. Dans l'attente de la réception de ces éléments, les activités exploitées par l'ASNR demeurent soumises aux rubriques 1716 et 2797.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 3 : Situation administrative**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2008, article 1
---

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
---

**Prescription contrôlée :**

Les annexes 2-2 et B de l'arrêté préfectoral n° 99-2005 A du 12 août 2005 autorisant l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN) - 77-83 avenue du Général de Gaulle - BP 17 - 92262 FONTENAY AUX ROSES CEDEX, à poursuivre l'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement, sur le territoire de la commune de SAINT PAUL LEZ DURANCE, dans l'enceinte de son établissement de CADARACHE - BP 3 -13115 SAINT PAUL LEZ DURANCE CEDEX, sont remplacées par les annexes suivantes :

[...]

1.2 Activités classées

1715 : 4,82.107 (régime de l'autorisation)

2920-2-b : 470 kW (régime de la déclaration)

[...]

**Constats :**

Les prescriptions applicables à l'ICPE 186 ont été modifiées et mises à jour par l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 novembre 2008.

Ces prescriptions, et notamment le classement administratif, doivent être mis à jour suite aux modifications de la nomenclature. En effet, la rubrique 1715 a été supprimée par le Décret n° 2014-996 du 2 septembre 2014 et la rubrique 2920 a été supprimée par l'annexe I du Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018.

L'ICPE 186 est désormais soumise aux rubriques 2797 à autorisation et 1716 au régime non classé, conformément au courrier préfectoral du 13 octobre 2015, faisant suite à la demande de bénéfice de l'antériorité transmise par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 4 : Situation administrative**

Référence réglementaire : Lettre du 13/10/2015
--

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
---

**Prescription contrôlée :**

[...]

Il vous est donc accordé le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 2797 dans les limites suivantes :

2797 : 90,25 m<sup>3</sup> (régime de l'autorisation) ;

1716 : 9,9 m<sup>3</sup> (non classé).

Il vous est rappelé que l'ensemble des substances radioactives sous forme non scellées utilisées dans les installations 166 et 186 situées sur le territoire de la commune de SAINT PAUL LEZ DURANCE, relève désormais de la compétence préfectorale.

Vous êtes également autorisé à détenir et à utiliser jusqu'à 4.107 Bq de 60 Co.

Un prochain arrêté préfectoral complémentaire viendra cadrer réglementairement le

<p>fonctionnement du site.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une demande de bénéfice de l'antériorité a été transmise par courrier du 29 juillet 2015 pour la rubrique 2797 à autorisation et 1716 au régime non classé.</p> <p>Cette demande de bénéfice de l'antériorité a été effectuée pour les ICPE 166 et 186.</p> <p>Par courrier préfectoral du 13 octobre 2015, la préfecture des Bouches-du-Rhône a accordé le bénéfice de l'antériorité pour la rubrique 2797 dans la limite suivante : 90,25 m<sup>3</sup>, et pour la rubrique 1716 dans la limite suivante : 9,9 m<sup>3</sup>.</p> <p>Depuis le courrier préfectoral du 13 octobre 2015, les rubriques 1716 et 2797 ont été modifiées. Désormais l'unité de classement est une quantité exprimée en tonne et non plus un volume exprimé en m<sup>3</sup>.</p> <p>La situation mise à jour pour ces rubriques est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1716 : 0,11631 tonne.</li> <li>• 2797 : 21,754 tonnes.</li> </ul> <p>Ces rubriques concernent les ICPE 166 et 186. A noter, que l'ICPE 166 est en cours de dénucléarisation. Les activités sont en cours de transfert au sein de l'ICPE 186.</p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé ultérieurement à l'issue de la réception des éléments d'information relatif à la nature des activités exercées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Mise à jour des études de dangers

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/2005, article 1.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à jour des études de dangers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les études des dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués à l'inspection des installations classées. Le préfet, sur proposition de l'inspection des installations classées, peut demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étude de danger et l'étude d'impact ont été mises à jour en juillet 2017.</p> <p>L'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 juin 2015 (rubrique 2797) prévoit le réexamen et l'actualisation de ces documents au moins tous les 10 ans. La prochaine mise à jour sera donc réalisée en 2027.</p> <p>Les conclusions de l'étude de danger sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 11 scénarios, liés à différentes sources de danger (sources radioactives, irradiateur,</li> </ul>

appareils sous pression, matières combustibles, risque externe séisme, effluents actifs, produits chimiques, etc.) ont fait l'objet d'une évaluation des risques ;

- la cotation probabilité/gravité conclut à 2 scénarios ayant un risque significatif (scénarios liés à un incendie externe), 8 scénarios ayant un risque mineur (séisme, débordement d'effluents, perte de confinement de matières radioactives, etc.) et 1 scénario ayant un risque potentiel (contamination par sources radioactives) ;
- des mesures de prévention et de protection sont prises par l'exploitant : détection incendie, consignes de sécurité, protection contre la foudre, formation du personnel, contrôles périodiques des équipements, etc. ;
- les mesures de prévention et de protection permettent de réduire la cotation probabilité/gravité de 7 scénarios (évaluation des risques pondérés). Le risque est considéré comme non significatif pour ces 7 scénarios. Ainsi, un seul scénario peut induire des conséquences sur la population et l'environnement. Il s'agit du scénario séisme. Ce scénario bénéficie d'une cotation élevée du fait de l'absence de moyens de prévention.

La mise à jour de l'étude d'impact conclut sur un impact négligeable voire nul des effets de l'installation sur les populations voisines.

Les modifications organisationnelles intervenues depuis la mise à jour de juillet 2017 ne remettent pas en cause les conclusions de l'étude de danger et de l'étude d'impact. La quantité de déchets stockés ayant diminuées, les scénarios étudiés en 2017 sont majorants par rapport à la situation actuelle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 6 : Gestion des effluents et déchets radioactifs

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des effluents et déchets radioactifs

**Prescription contrôlée :**

Les effluents et déchets radioactifs font l'objet d'au moins un plan de gestion qui est établi et mis en œuvre dès lors que ce type d'effluents ou de déchets est rejeté ou produit.

Lorsque plusieurs établissements sont sur un même site et utilisent des moyens communs dans le cadre de la gestion des effluents et déchets radioactifs, une convention est établie entre les différents établissements et précise les responsabilités de chacun en ce qui concerne la gestion des effluents et déchets radioactifs.

**Constats :**

Un plan de gestion des effluents et déchets radioactifs a été établi le 26 mars 2019.

Son contenu est analysé dans le point de constat suivant n°7.

La convention établie avec le CEA CADARACHE a été consultée. Celle-ci précise, entre autres, les responsabilités de l'exploitant et du CEA CADARACHE dans la gestion des déchets et effluents radioactifs (tri, enlèvement, transport, traçabilité, etc.).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Plan de gestion



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de gestion comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modes de production des effluents liquides et gazeux et des déchets radioactifs ;</li> <li>- les modalités de gestion à l'intérieur des installations concernées ;</li> <li>- les dispositions permettant d'assurer la gestion des déchets, des effluents liquides ou gazeux, et les modalités de contrôles associés ;</li> <li>- l'identification de zones où sont produits, ou susceptibles de l'être, des effluents liquides et gazeux ou des déchets radioactifs, ainsi que leurs modalités de classement et de gestion ;</li> <li>- l'identification des lieux destinés à entreposer des effluents ou déchets radioactifs et à les gérer ;</li> <li>- l'identification et la localisation des points de rejet des effluents liquides et gazeux radioactifs ;</li> <li>- les dispositions de surveillance périodique des rejets d'effluents liquides et gazeux et du réseau récupérant les effluents liquides de l'installation, notamment aux points de surveillance définis par l'arrêté préfectoral ;</li> <li>- le cas échéant, les dispositions de surveillance de l'environnement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de gestion du 26 mars 2019 comprend toutes les informations mentionnées à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 23 juin 2015.</p> <p>Les activités exploitées par l'ASNR génèrent différentes typologies d'effluents et de déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• effluents liquides : eaux issues des expérimentations, eaux de lavage, etc. ;</li> <li>• effluents gazeux : rejets issus des expérimentations, rejets issus des traitements et manipulations de déchets, etc. ;</li> <li>• déchets liquides : déchets organiques issus de mesures, déchets aqueux expérimentaux, etc. ;</li> <li>• déchets solides : déchets issus d'opérations de démantèlement, déchets d'exploitation, déchets expérimentaux, etc.</li> </ul> <p>La gestion de toutes ces typologies de déchets est traitée dans le plan de gestion précité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Zones où les substances ou déchets radioactifs sont mis en œuvre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Zones où les substances ou déchets radioactifs sont mis en œuvre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan de son installation qui permet d'identifier les zones où les substances ou déchets radioactifs sont mis en œuvre. Ce plan permet également d'identifier les zones à risques de contamination radiologique mentionnées à l'article 9.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan permettant d'identifier les zones contaminantes et les zones non</p>

contaminantes.

Les zones contaminantes correspondent aux zones où sont susceptibles d'être produits des déchets radioactifs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Contrôle des niveaux de radioactivité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 20

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des niveaux de radioactivité

**Prescription contrôlée :**

Des appareils sont disponibles dans l'installation pour réaliser les contrôles prévus par le présent arrêté. En particulier, des appareils portatifs de contrôle des niveaux de radioactivité (débit de dose, contamination surfacique et, le cas échéant, atmosphérique) sont disponibles en nombre suffisant. Ils sont régulièrement étalonnés et sont adaptés aux substances radioactives mises en œuvre.

Ces équipements sont utilisés par du personnel formé à cet effet.

Les méthodes et les moyens de prélèvements et d'analyses tiennent compte de l'état de l'évolution de la normalisation et des exigences réglementaires sur les contrôles imposés.

**Constats :**

Le tableau de suivi des appareils de contrôle des niveaux de radioactivité a été consulté sur site. Celui-ci précise la nature des appareils (contaminamètres, ictomètres, sondes, balises aérosols, radiamètres, spectromètres), leur localisation, la date de la dernière vérification, la date de validité.

Des rapports de vérifications ont été consultés par sondage :

- contaminamètre n°3594 : constat de vérification du 16 décembre 2025 de la société SAFTY SHOP (résultats conformes) et constat de vérification du 24 mars 2026 de la société MPE (résultats conformes) ;
- radiamètre n°41596 : constat de vérification du 24 mars 2026 de la société MPE (résultats conformes).

Ces appareils étaient renseignés "en stock" sur le tableau de suivi. Leur présence a été constatée, dans l'armoire de stockage du bâtiment 186, lors de la visite du site.

Le personnel du site est formé à l'utilisation de ces appareils au travers de deux formations :

- accueil sécurité au poste de travail : formation réalisée à la prise de poste. La fiche "accueil sécurité au poste de travail" mentionne, entre autres, le listing des formations à faire et la date de réalisation de ces dernières. Une formation "accueil radioprotection" est notamment prévue. Cette formation porte sur les risques de l'environnement de travail, le port des EPI (équipements de protection individuel), l'utilisation des appareils de mesure, etc. Une fiche "accueil sécurité au poste de travail" a été consultée par sondage ;
- formation radioprotection : formation à renouveler tous les 3 ans.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 10 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/06/2015, article 40
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par une personne compétente.  Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
<b>Constats :</b>  L'exploitant tient à jour un registre de sécurité informatique. Ce registre mentionne, entre autres, tous les équipements présents sur site, la date du dernier contrôle, la périodicité à respecter, les éventuelles observations/recommandations mentionnées dans les rapports de contrôle. Un code couleur permet d'identifier les échéances arrivant à terme. Le registre a été consulté sur site et n'appelle pas d'observation de la part de l'Inspection. Les rapports de vérification des installations électriques suivants ont été consultés : <u>ICPE 166</u> : rapport de vérification, en date du 13 mars 2026, de la société APAVE : le rapport comporte 10 observations ; <u>ICPE 186</u> : rapport de vérification, en date du 18 septembre 2025, de la société APAVE : le rapport comporte 15 observations.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit, <b>sous un délai d'un mois</b> , transmettre les mesures prises et/ou prévues pour répondre aux observations mentionnées dans les différents rapports de vérification. La totalité des observations sera levée <b>sous un délai de six mois</b> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois